

Examen du projet de budget 2019 de la Nouvelle-Calédonie

Explication de vote des élus du groupe

Les Républicains Rassemblement-MPC

Prendre la peine d'annoncer dans les premières lignes de votre rapport de présentation du BP 2019, comme s'il fallait encore vous en convaincre, qu'il s'agit d'un document transparent et fiable nous avait déjà interpellé.

Force est de constater, que la lecture complète de ce premier acte du cycle budgétaire de la collectivité, ne nous a pas rassuré quant à la crédibilité de l'exercice. En effet, les projections de recettes 2019 nous semblent manifestement surévaluées.

C'est à croire que le BP 2019 a été construit en juin dernier alors que les cours du nickel étaient supérieurs à 15 000 USD la tonne sans prendre en compte le fait qu'il vient de subir 6 mois continus de baisse pour se positionner en dessous de 11 000 USD en cette fin d'année.

Messieurs les conseillers, les derniers indicateurs conjoncturels publiés par les instituts et agences publiques de statistiques monétaires, économiques et sociales, je parle de l'IEOM, de l'AFD et de l'ISEE, ne dressent pas de la situation conjoncturelle le même état que celui présenté dans le rapport de présentation du BP.

Monsieur le Président du gouvernement, les experts de ces organismes publics, contrairement au cabinet Syndex à l'appui duquel vous fondez exceptionnellement vos prévisions, font le constat d'une situation dégradée marquée par un attentisme des acteurs qui se révèle par l'indicateur du climat des affaires largement en deçà de sa moyenne de longue période, et qui se vérifie malheureusement par les destructions ininterrompues d'emplois dans le privé depuis 2015.

Je vous rappelle ainsi qu'en trois ans le secteur privé a détruit 1 240 emplois (entre septembre 2015 et septembre 2018) et que l'apparente stabilité, dont vous vous félicitez dans le rapport d'orientation budgétaire, ne tient qu'à la hausse des embauches dans la fonction publique (1 401 salariés supplémentaires depuis septembre 2015, + 5,4% en 3 ans), sans qu'il ne soit expliqué d'où proviendront les recettes nécessaires à la couverture pérenne de ces nouvelles dépenses.

Monsieur le Président du gouvernement l'économie calédonienne ne va pas bien et ce marasme dans lequel vous nous enfoncez n'est pas sans conséquences sur les finances publiques.

Le choix que vous avez fait depuis trois ans d'augmenter les impôts et d'en créer des nouveaux, pour contrer la baisse du rendement fiscal auquel vous êtes confronté, n'a fait qu'empirer la situation en enlevant du pouvoir d'achat aux ménages et en décourageant l'esprit d'initiative de nos entrepreneurs qui représentait pourtant l'un des ressorts majeur de notre dynamisme économique.

La baisse prévisionnelle des recettes du budget de reversement illustrent parfaitement le constat que nous avons dépassé le niveau de ce qu'il était possible de supporter en matière d'augmentation d'impôts.

Comment dans de telles conditions, avec une économie en berne pouvoir présenter un budget de répartition en croissance de +4,3% ?

Ce budget prévisionnel 2019, se complait dans les effets d'annonces au lieu de défendre une trajectoire et une ligne politique crédible et durable.

Là où vous vous félicitez de l'arrêt des prélèvements exceptionnels sur l'OPT et le Port autonome, nous ne voyons qu'un retour à la normale après des années de restrictions imposées à la capacité d'investissement et donc de modernisation de ces établissements publics.

Là où vous vous félicitez d'une reprise de la croissance des recettes fiscales, nous ne voyons qu'un alourdissement de la pression des impôts sur les ménages et les entreprises.

Là où vous vous félicitez de la stabilisation de l'endettement, nous voyons près de 38 milliards de dettes soit un doublement en moins de cinq ans et un taux d'endettement limite au-delà duquel la collectivité ne peut plus emprunter par risque d'insolvabilité.

Vous nous parlez d'une relance amorcée depuis 2017 que vous êtes bien le seul à voir.

Vous nous parlez de soutien au pouvoir d'achat des calédoniens par une réforme de l'impôt sur le revenu alors que 40 000 ménages n'en payent pas et que le principe retenu du plafonnement du quotient familial fait reposer l'effort fiscal uniquement et de manière injuste sur les familles avec enfants.

Vous nous parlez à nouveau de l'augmentation du pouvoir d'achat grâce à la mise en place de la TGC qui aboutit fin novembre sur une inflation générale sur un an de 2% soit le pire résultat depuis 7 ans (+2,6 en 2011).

Le budget est un acte politique par essence. La recherche des équilibres conduit à faire des arbitrages et à ajuster les ambitions aux moyens financiers de la collectivité. On est en droit d'attendre de cet outil de pilotage un minimum d'objectivité.

Manifestement ce n'est pas le cas du document qui nous est présenté au vote par le gouvernement aujourd'hui, l'exemple du débat concernant les subventions aux associations culturelles en est l'illustration navrante.

Ce budget correspond d'avantage à un exercice d'autopromotion au service du maintien d'une majorité nationaliste, qu'à la présentation objective de mesures réalistes destinées à répondre aux préoccupations légitimes des Calédoniens.

A un moment où il faut restaurer la confiance des administrés, la question de la sincérité des comptes publics se pose. Quelle image donnez-vous de la gestion publique lorsque sont majorées les prévisions de recettes avec pour conséquence une évaluation des dépenses sujette à caution ?

Quelle image donnez-vous de l'action publique, lorsque vous ne vous appliquez pas à vous-mêmes ce qui est exigé à n'importe quel dirigeant de PME.

Vous l'aurez compris les élus du groupe les Républicains Rassemblement- MPC, voterons contre le projet de budget prévisionnel 2019.